

1945-2022

Aujourd'hui, un certain ministre français a dit qu'ils avaient déclaré une guerre économique contre la Russie. Surveillez votre langage, Messieurs ! Et n'oubliez pas que dans l'histoire de l'humanité, les guerres économiques se transforment assez souvent en vraies guerres.

Dmitri Medvedev

<https://www.lindependant.fr/2022/03/01/guerre-en-ukraine-la-russie-menace-la-france-surveillez-votre-langage-messieurs-les-guerres-economiques-se-transforment-assez-souvent-en-vraies-guerres-10141865.php>

Une pièce importante à verser au dossier de l'enquête sur les responsabilités exactes dans les événements en cours en Ukraine est le discours de Vladimir Poutine du 21 février dernier sur la reconnaissance de l'indépendance des oblasts de Lugansk et de Donetsk, discours dont nous n'approuvons pas les remarques sur le soi-disant « néonazisme » de la camarilla ukrainienne au pouvoir, mais dans lequel, au moins en qui concerne les passages sur la corruption endémique, la désindustrialisation et le bradage du pays à des officines mondialistes, le mot d' « Ukraine » pourrait être aisément remplacé par celui de « France ».

Chers citoyens de la Russie ! Chers amis !

Mon discours porte sur les événements en Ukraine et sur la raison pour laquelle ils sont si importants pour nous, pour la Russie. Bien sûr, mon discours s'adresse aussi à nos concitoyens d'Ukraine.

Je vais devoir parler longuement et en détail. Le problème est très grave. La situation dans le Donbass s'est de nouveau aggravée. Et, aujourd'hui, je m'adresse directement à vous, non seulement pour évaluer les événements, mais aussi pour vous informer des décisions qui viennent d'être prises et des mesures qui seront éventuellement à prendre dans ce sens.

Je tiens à souligner une fois de plus que l'Ukraine n'est pas seulement un de nos voisins. Elle fait partie intégrante de notre propre histoire, de notre culture et de notre espace spirituel. Ce sont nos amis, nos parents, non seulement nos collègues, nos amis et nos anciens collègues de travail, mais aussi nos parents et nos proches.

Depuis les temps les plus anciens, les habitants des territoires historiques du sud-ouest de l'ancienne Russie s'appellent Russes et chrétiens orthodoxes. Il en était de même au XVII^e siècle, lorsqu'une partie de ces territoires a été réunie à l'État russe et il en a été ainsi même après.

Il nous semble que, en principe, nous savons tout cela, que nous parlons de faits connus. Cependant, pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, pour expliquer les motifs des actions russes et les objectifs que nous nous sommes fixés, il est nécessaire de dire au moins quelques mots sur l'histoire du problème.

Permettez-moi donc de commencer par le fait que l'Ukraine moderne a été entièrement créée par la Russie, plus précisément par la Russie communiste bolchevique. Ce processus a commencé presque immédiatement après la révolution de 1917 et Lénine et ses compagnons d'armes l'ont fait subir d'une manière très grossière à la Russie elle-même – par la sécession, en l'amputant de certaines parties de ses propres territoires historiques. Bien entendu, personne n'a demandé quoi que ce soit aux millions de personnes qui y vivaient.

Ensuite, avant et après la Grande Guerre patriotique, Staline avait déjà annexé à l'URSS certains territoires qui avaient appartenu à la Pologne, à la Roumanie et à la Hongrie et les avait annexés à l'Ukraine. En guise de compensation, Staline a donné à la Pologne certains des territoires ancestraux de l'Allemagne et, en 1954, pour une raison quelconque, Khrouchtchev a amputé la Crimée de la Russie pour la donner à l'Ukraine. C'est ainsi qu'a été créé le territoire de l'Ukraine soviétique.

Mais, maintenant, je voudrais surtout parler de la période initiale de la création de l'URSS. Je pense que c'est très important pour nous. Nous devons partir, comme on dit, de loin.

Je voudrais rappeler que, après le coup d'État d'octobre 1917 et la guerre civile qui a suivi, les bolcheviks ont commencé à construire un nouveau système d'État, mais leurs désaccords étaient assez marqués. Staline qui occupait en 1922 les postes de secrétaire général du comité central du RKP et de commissaire du peuple aux nationalités, proposait de construire le pays selon les principes de

l'autonomisation, c'est-à-dire de donner aux républiques – les futures unités administratives-territoriales – des pouvoirs étendus, lorsqu'elles rejoindraient l'État unitaire.

Lénine critiqua ce plan et suggéra de faire des concessions aux nationalistes, à savoir, comme il les appelait à l'époque, les « indépendants ». Ce sont précisément les idées de Lénine sur une structure étatique essentiellement confédérative et sur le droit des peuples à l'autodétermination qui, jusqu'à la sécession incluse, ont constitué le fondement de l'État soviétique : ces idées ont été consacrées d'abord par la Déclaration sur l'Union des républiques socialistes soviétiques en 1922, puis, après la mort de Lénine, par la Constitution de l'URSS de 1924.

De nombreuses questions se posent immédiatement ici. La première d'entre elles est en fait la plus importante : pourquoi était-il nécessaire de satisfaire les ambitions nationalistes sans cesse croissantes aux confins de l'ancien empire, en créant les énormes unités administratives qu'étaient les républiques de l'Union, souvent formées de manière arbitraire et qui n'avaient souvent aucun rapport avec les réalités territoriales ? Et, je le répète, ces territoires ont été cédés avec leur population, qui appartenait à la Russie historique.

Ces unités administratives ont en fait reçu le statut et la forme d'entités étatiques nationales. Une fois de plus, je me demande pourquoi il était nécessaire de faire aux nationalistes des cadeaux aussi généreux, dont les plus ardents d'entre eux n'osaient même pas rêver auparavant et, en outre, d'accorder aux républiques le droit de se séparer de l'État unitaire sans aucune condition ?

À première vue, c'est totalement incompréhensible, c'est de la folie. Mais cela ne l'est qu'à première vue. Il y a une explication. Après la révolution, la tâche principale des bolcheviks était de conserver le pouvoir, à n'importe quel prix. Ils ont tout fait pour cela : ils ont accepté les conditions humiliantes du traité de Brest à un moment où l'Allemagne impériale et ses alliés se trouvaient dans la situation militaire et économique la plus difficile et où l'issue de la Première Guerre mondiale était en fait déjà certaine et ils se sont pliés à toutes les exigences, à tous les souhaits des nationalistes à l'intérieur du pays.

Au vu du destin historique de la Russie et de ses peuples, les principes léninistes de construction de l'État étaient non seulement une erreur, mais bien pire qu'une erreur. Après l'effondrement de l'URSS en 1991, cela est devenu absolument évident.

Bien sûr, on ne peut pas changer les événements du passé, mais nous devons au moins en parler directement et honnêtement, sans réserves et sans biais politique. Je ne peux qu'ajouter que les considérations dictées par la conjoncture politique actuelle, aussi spectaculaires et avantageuses qu'elles puissent paraître à un moment donné, ne doivent ni ne peuvent en aucun cas constituer la base des principes fondamentaux de l'État.

Je ne veux encore accuser personne, la situation du pays à cette époque, avant et après la guerre civile, était incroyablement difficile et grave. Je veux juste dire qu'elle était exactement telle que je la décris. C'est un fait historique. Comme je l'ai déjà dit, la politique bolchevique a conduit à l'émergence de l'Ukraine soviétique, que, aujourd'hui encore, on peut appeler à juste titre « Ukraine de Vladimir Lénine ». Il en a été l'auteur et l'architecte. Les documents d'archives le confirment pleinement, comme ils confirment les directives strictes données par Lénine pour le Donbass, qui a été littéralement annexé à l'Ukraine. Et maintenant, ses « descendants reconnaissants » ont démoli les monuments de Lénine en Ukraine. Ils appellent cela la décommunisation.

Vous voulez vous décommuniser ? Eh bien, cela nous convient parfaitement. Mais vous ne devez pas, comme on dit, vous arrêter à mi-chemin. Nous sommes prêts à vous montrer ce que signifie une véritable décommunisation de l'Ukraine.

Pour en revenir à l'histoire, je répète que l'URSS a été fondée en 1922 sur le territoire de l'ancien Empire russe. Cependant, la vie elle-même a immédiatement montré qu'il était impossible d'assurer la cohésion d'un territoire aussi vaste et complexe ou de le gouverner selon les principes amorphes et quasi-confédéraux proposés. Ils étaient complètement déconnectés de la réalité et de la tradition historique.

Il est logique que la Terreur rouge et la transition rapide vers la dictature stalinienne, la domination de l'idéologie communiste et le monopole du pouvoir du parti communiste, la nationalisation et le système d'économie planifiée, aient fait en pratique des principes déclarés, mais inapplicables, de l'État une simple déclaration, une formalité. En réalité, les républiques de l'Union n'avaient aucun droit de souveraineté ; ces droits n'existaient tout simplement pas. En pratique, un État strictement centralisé, complètement unitaire, a été créé.

En fait, Staline a mis en pratique non pas les idées de Lénine, mais ses propres idées sur le statut de l'État. Mais il n'a apporté aucun changement correspondant au système, à la constitution du pays, n'a pas formellement reconsidéré les principes léninistes proclamés de la construction de l'URSS.

Évidemment, il n'y avait aucune raison de le faire – tout fonctionnait sous le régime totalitaire et, en surface, il semblait parfait, attrayant et même super-démocratique.

Néanmoins, il est très regrettable que les fantaisies viles et utopiques inspirées par la révolution, mais absolument destructrices pour un pays normal, n'aient pas été promptement extirpées des fondements, formellement légaux, sur lesquels notre État tout entier a été construit. Personne, comme ç'avait été si souvent le cas chez nous dans le passé, ne pensait à l'avenir.

Les dirigeants du parti communiste semblaient convaincus qu'ils avaient réussi à former un système de gouvernement solide et qu'ils avaient finalement résolu la question nationale grâce à leur politique. Mais les distorsions, les changements de concepts, la manipulation de la conscience publique et la tromperie ont coûté cher. Le bacille de l'ambition nationaliste n'avait pas disparu et la mine qui avait été posée pour détruire l'immunité de l'État à la contagion du nationalisme ne demandait qu'à exploser. Cette mine, je le répète, était le droit de faire sécession de l'URSS.

Au milieu des années 80, sur fond de problèmes socio-économiques croissants et d'une crise évidente de l'économie planifiée, la question nationale est redevenue actuelle, dont le cœur, comme toujours, n'était pas les attentes et les aspirations non satisfaites des peuples de l'Union, mais, avant tout, l'appétit croissant des élites locales.

Mais, au lieu d'analyser en profondeur la situation et de prendre des mesures appropriées, notamment dans le domaine économique et de transformer progressivement, de manière réfléchie et consciente, le système politique et la structure de l'État, la direction du PCUS s'est limitée à formuler le principe léniniste de l'autodétermination nationale.

Alors que la lutte pour le pouvoir faisait rage au sein même du Parti communiste, chacun des camps opposés, afin d'élargir sa base de soutien, a commencé à inciter impitoyablement, à promouvoir et à jouer sur les sentiments nationalistes, en promettant à ses partisans potentiels tout ce qu'ils souhaitaient. Alors que, dans un contexte d'appauvrissement et de pénurie totale, ils s'abandonnaient à une rhétorique superficielle et populiste sur la démocratie et un avenir radieux qui devait résulter d'une économie de marché ou planifiée, aucun de ceux qui étaient au pouvoir n'a pensé aux inévitables conséquences tragiques de tout cela pour le pays.

Ils ont emboîté le pas à leurs prédécesseurs en satisfaisant des ambitions des élites nationalistes nourries dans les rangs de leur propre parti, oubliant que le PCUS – Dieu merci – ne disposait plus d'instruments tels que la terreur d'État et une dictature de type stalinien pour conserver le pouvoir et maintenir l'unité du pays lui-même. Ainsi, même le tristement célèbre rôle de leader du parti lui-même a disparu comme une brume matinale, sans laisser de trace.

En septembre 1989, le Plénum du Comité central du PCUS a adopté un document essentiellement funeste – la soi-disant politique nationale du Parti, la Plate-forme du PCUS. Il contenait les dispositions suivantes, je cite : « Les républiques de l'Union jouiront de tous les droits correspondant à leur statut d'États socialistes souverains. »

Une autre clause disait : « Les organes représentatifs suprêmes du pouvoir des républiques de l'Union peuvent contester et suspendre les décrets et les ordres du gouvernement de l'Union sur leurs territoires. »

Et enfin : « Chaque République de l'Union a sa propre citoyenneté, qui s'applique à tous ses habitants. »

Les conséquences de telles formulations et décisions n'étaient-elles pas évidentes ?

Ce n'est ni le lieu ni le moment de discuter des questions de droit étatique ou constitutionnel et de définir le concept de citoyenneté. Néanmoins, la question se pose : pourquoi fallait-il que le pays soit encore plus secoué dans ces circonstances déjà difficiles ?

Deux ans déjà avant l'effondrement de l'URSS, son sort était pratiquement scellé. Maintenant, les radicaux et les nationalistes, y compris et surtout en Ukraine, prétendent que ce sont eux qui ont été les artisans de l'indépendance. Comme nous pouvons le constater, ce n'est pas du tout le cas.

L'effondrement de notre pays a été causé par les erreurs historiques et stratégiques que les dirigeants bolcheviques, la direction du PCUS, ont commises à différents moments de la construction de l'État et de la politique économique et nationale. Ils ont sur la conscience l'effondrement de la Russie historique, qui portait le nom d'URSS.

Malgré toutes ces injustices, ces mensonges et ce vol flagrant contre la Russie, notre peuple a reconnu les nouvelles réalités géopolitiques qui ont émergé après l'effondrement de l'URSS et a reconnu les

nouveaux États indépendants. Et ce n'est pas tout : la Russie elle-même, qui se trouvait dans une situation très difficile à l'époque, a aidé ses partenaires de la CEI, y compris ses homologues ukrainiens, dont les demandes de soutien matériel étaient déjà nombreuses au moment de la déclaration d'indépendance. Et notre pays a apporté ce soutien tout en respectant la dignité et la souveraineté de l'Ukraine.

Selon les estimations des experts, confirmées par un simple calcul des prix des vecteurs énergétiques, le volume des crédits préférentiels et des préférences économiques et commerciales accordés par la Russie à l'Ukraine s'est élevé à environ 250 milliards de dollars de 1991 à 2013.

Mais c'est loin d'être tout. À la fin de 1991, les obligations de l'URSS en matière de dette envers les pays étrangers et les fonds internationaux s'élevaient à environ 100 milliards de dollars. À l'origine, il était prévu que ces prêts seraient remboursés solidairement par toutes les anciennes républiques soviétiques, proportionnellement à leur potentiel économique. Cependant, la Russie a repris la totalité de la dette soviétique et l'a remboursée intégralement. Elle a achevé cette opération en 2017.

En contrepartie, les nouveaux États indépendants devaient renoncer à leur part des actifs étrangers soviétiques et des accords en ce sens ont été conclus avec l'Ukraine en décembre 1994. Cependant, Kiev n'a pas ratifié ces accords et, plus tard, a tout simplement refusé de les appliquer. Elle a revendiqué le Fonds du diamant, la réserve d'or, ainsi que les biens et autres actifs de l'ex-URSS à l'étranger.

Cependant, malgré les problèmes bien connus, la Russie a toujours coopéré avec l'Ukraine de manière ouverte, honnête et, je le répète, en préservant ses intérêts et nos relations se sont développées dans toute une série de domaines. Par exemple, le chiffre d'affaires du commerce bilatéral en 2011 s'est élevé à plus de 50 milliards de dollars. Je tiens à souligner que le volume des échanges de l'Ukraine avec l'ensemble des pays de l'UE en 2019, avant la pandémie, était inférieur à ce chiffre.

À cet égard, il saute aux yeux que les gouvernements ukrainiens ont préféré agir de telle sorte que, dans les relations avec la Russie, ils avaient tous les droits et avantages, mais aucune obligation.

Au lieu d'un partenariat, c'est la dépendance qui prévalait, ce que les organes officiels de Kiev considéraient parfois presque comme une peccadille. Il suffit de rappeler les extorsions constantes dans le domaine du transit énergétique et le vol routinier de gaz.

J'ajouterai que Kiev a essayé d'utiliser le dialogue avec la Russie comme un prétexte pour négocier avec l'Occident, pour le faire chanter en le menaçant d'un rapprochement avec Moscou et pour obtenir des avantages pour lui-même : au motif que, sinon, l'influence russe en Ukraine augmenterait.

Dans le même temps, dès le début, je tiens à le souligner, dès les premières étapes, les gouvernements ukrainiens ont construit leur État sur la négation de tout ce qui nous unit, ils ont essayé de déformer la conscience et la mémoire historique de millions de personnes, de générations entières d'habitants de l'Ukraine. Sans surprise, la société ukrainienne a été confrontée à la montée d'un nationalisme extrême, qui a rapidement pris la forme d'une russophobie agressive et du néonazisme. D'où l'implication des nationalistes et des néonazis ukrainiens dans les bandes terroristes du Caucase du Nord et les revendications territoriales de plus en plus vives à l'encontre de la Russie.

Les forces étrangères, qui ont utilisé un vaste réseau d'ONG et d'agences de renseignement pour cultiver leur clientèle en Ukraine et amener leurs auxiliaires au pouvoir, ont également joué leur rôle.

Il est également important de comprendre que l'Ukraine n'a jamais eu de tradition véritablement étatique stable. Depuis 1991, elle copie mécaniquement des modèles étrangers, détachés de son histoire et de la réalité ukrainienne. Les institutions politiques de l'État ont été constamment remodelées pour servir des clans en pleine ascension et leurs propres intérêts, qui n'ont rien en commun avec les intérêts du peuple ukrainien.

Le but de la soi-disant décision civilisationnelle pro-occidentale des oligarques ukrainiens n'était et n'est pas d'améliorer le bien-être du peuple, mais de servir servilement les rivaux géopolitiques de la Russie afin d'amasser des milliards de dollars volés aux Ukrainiens et cachés par les oligarques sur des comptes bancaires occidentaux.

Certains groupes financiers industriels qui ont pris le contrôle de partis et d'hommes politiques se sont d'abord appuyés sur des nationalistes et des radicaux. D'autres se sont félicités pour la forme des bonnes relations avec la Russie et de la diversité culturelle et linguistique et ont accédé au pouvoir grâce aux votes des citoyens qui soutenaient de tout cœur ces aspirations, y compris des millions de personnes du sud-est du pays. Mais, une fois au pouvoir, ils ont immédiatement trahi leurs électeurs, abandonné leurs promesses de campagne et mis en œuvre des politiques à la demande des radicaux, persécutant parfois leurs anciens alliés – les organisations de la société civile qui prônaient le

bilinguisme et la coopération avec la Russie. Ils ont profité du fait que les personnes qui les soutenaient étaient généralement respectueuses des lois, modérées dans leurs opinions et habituées à faire confiance au gouvernement.

Les radicaux, quant à eux, se sont enhardis et leurs exigences ont augmenté d'année en année. Il ne leur a pas été difficile d'imposer leur volonté encore et encore à un gouvernement faible, lui-même infecté par le virus du nationalisme et de la corruption et de remplacer habilement les véritables intérêts culturels, économiques et sociaux du peuple et la souveraineté réelle de l'Ukraine par diverses sortes de spéculations aux justifications nationales et aux caractéristiques ethnographiques étrangères.

Il n'y a toujours pas d'État permanent en Ukraine et les processus électoraux politiques ne servent que de couverture, d'écran à la redistribution du pouvoir et des biens entre les différents clans d'oligarques.

La corruption, qui est sans aucun doute un défi et un problème pour de nombreux pays, y compris la Russie, a pris un caractère particulier en Ukraine. Elle a littéralement imprégné et corrodé l'État ukrainien, l'ensemble du système, toutes les branches du pouvoir. Les radicaux ont exploité le mécontentement légitime de la population, ont capitalisé sur la contestation et mené le coup d'État de Maïdan en 2014. Ce faisant, ils ont reçu un soutien direct de l'étranger. Selon nos informations, le soutien matériel de l'ambassade des États-Unis au soi-disant camp de protestataires sur la place de Maïdan à Kiev s'élevait à un million de dollars par jour. D'autres montants très importants ont été effrontément transférés directement sur les comptes bancaires des dirigeants de l'opposition. Et on parle de dizaines de millions de dollars. Et combien ceux qui ont été réellement blessés, les familles de ceux qui sont morts lors des affrontements dans les rues et sur les places de Kiev et d'autres villes, ont-ils reçu au final ? Il vaut mieux ne pas poser cette question.

Les radicaux, arrivés au pouvoir, ont organisé la persécution, la terreur pure et simple contre ceux qui se sont élevés contre les mesures anticonstitutionnelles. Des politiciens, des journalistes et des personnalités publiques ont été maltraités et humiliés publiquement. Les villes ukrainiennes ont été envahies par une vague de pogroms et de violence, une série de meurtres spectaculaires et qui sont restés impunis. L'horrible tragédie d'Odessa, où des manifestants pacifiques ont été brutalement assassinés et brûlés vifs à la Maison des syndicats, fait frémir. Les criminels qui ont commis cette atrocité n'ont pas été punis et personne ne les recherche.

Mais nous connaissons leurs noms et nous ferons tout pour les punir, les retrouver et les traduire en justice.

Maïdan n'a pas rapproché l'Ukraine de la démocratie et du progrès. Avec le coup d'État, les nationalistes et les forces politiques qui les soutiennent ont finalement mis l'Ukraine dans une impasse, l'ont poussé dans l'abîme de la guerre civile. Huit ans après ces événements, le pays est divisé. L'Ukraine traverse une crise socio-économique grave.

Selon les organisations internationales, en 2019, près de six millions d'Ukrainiens, environ, je souligne, 15 % de la population totale et non de la population en âge de travailler, ont été contraints de partir à l'étranger à la recherche d'un emploi. En règle générale, il s'agit d'emplois précaires. Le fait suivant est également significatif : depuis 2020, plus de 60 000 médecins et autres travailleurs de la santé ont quitté le pays pendant la pandémie.

Depuis 2014, les tarifs de l'eau ont augmenté de près d'un tiers, le prix de l'électricité a augmenté encore davantage et ceux du gaz ont été multipliés par dix. De nombreuses personnes n'ont tout simplement pas l'argent nécessaire pour payer les services publics ; elles doivent littéralement survivre.

Que se passe-t-il ? Pourquoi tout cela se produit-il ? La réponse est évidente : c'est parce que le patrimoine, qui datait non seulement de l'ère soviétique, mais aussi de l'Empire russe, a été dilapidé et détourné. Des dizaines et des centaines de milliers d'emplois, qui assuraient à la population un revenu stable, notamment grâce à une coopération étroite avec la Russie et faisaient entrer des impôts dans les caisses de l'État, ont été perdus. Des industries telles que la construction de machines, la fabrication d'instruments, l'électronique, la construction navale et la construction aéronautique sont à l'arrêt ou ont été détruites, alors qu'elles faisaient autrefois la fierté non seulement de l'Ukraine, mais aussi de toute l'Union soviétique.

En 2021, le chantier naval Chernomorsky à Mykolaiv, où les premiers navires ont été construits à l'époque de Catherine II, a été fermé. Le célèbre consortium Antonov n'a pas produit un seul avion de série depuis 2016 et l'usine Yuzhmash, spécialisée dans la fabrication de fusées et de matériel spatial, est au bord de la faillite, tout comme l'aciérie de Kremenchuk. Cette triste liste est interminable.

Le système de transport du gaz, qui a été construit par toute l'Union soviétique, est tellement délabré que son exploitation comporte de grands risques et des dangers pour l'environnement.

Et cela soulève la question suivante : la pauvreté, le désespoir, la perte du potentiel industriel et technologique sont-ils le choix de la civilisation pro-occidentale qui a trompé des millions de personnes pendant des années et leur a promis le paradis ?

Dans la pratique, on constate que l'effondrement de l'économie ukrainienne s'accompagne d'un pillage pur et simple de ses citoyens, tandis que l'Ukraine elle-même est simplement placée sous administration étrangère. Ce travail de sape est effectué à l'instigation non seulement des capitales occidentales, mais aussi, sur le terrain, de tout un réseau de consultants étrangers, d'ONG et d'autres institutions qui se sont répandus dans toute l'Ukraine. Ils ont une influence directe sur toutes les décisions importantes concernant l'armée, sur toutes les branches et tous les niveaux du gouvernement, du gouvernement central aux municipalités, sur les principales entreprises et sociétés d'État, notamment Naftogaz, Ukrenergo, les chemins de fer ukrainiens, Ukroboronprom (l'industrie de la défense), Ukrposhta (le service postal) et l'administration maritime ukrainienne.

Il n'y a tout simplement pas de tribunaux indépendants en Ukraine. À la demande de l'Occident, le gouvernement de Kiev a accordé aux représentants des organisations internationales le droit prioritaire de sélectionner les membres des plus hautes instances judiciaires – le Conseil judiciaire et la Commission de qualification judiciaire.

De plus, l'ambassade des États-Unis contrôle directement l'Agence nationale de prévention de la corruption, le Bureau national de lutte contre la corruption (NABU), le Bureau du procureur spécialisé dans la lutte contre la corruption et la Cour suprême anticorruption. Tout cela est fait sous le prétexte plausible de rendre la lutte contre la corruption plus efficace. Bien, bien, mais où sont les résultats ? La corruption sévit et rapporte plus que jamais.

Les Ukrainiens eux-mêmes sont-ils conscients de toutes ces méthodes de leur administration ? Se rendent-ils compte que leur pays n'est pas simplement sous un protectorat politique et économique, mais qu'il a été réduit au rang d'une colonie au régime fantoche ? La privatisation de l'État a conduit le gouvernement, qui se fait appeler « pouvoir des patriotes », à perdre son caractère national et à poursuivre sans relâche une politique qui vise à priver complètement le pays de sa souveraineté.

La dé-russification et l'assimilation forcée se poursuivent. La Verkhovna Rada promulgue sans cesse des lois de plus en plus discriminatoires et une loi sur les soi-disant peuples indigènes est déjà en vigueur. Les personnes qui se considèrent comme des Russes et qui veulent préserver leur identité, leur langue et leur culture ont reçu un message clair : elles sont des étrangers en Ukraine.

Selon les lois sur l'éducation et l'usage de la langue ukrainienne en tant que langue d'État, le russe est banni des écoles, de tous les lieux publics et des boutiques. La loi sur la « lustration », votée dans le cadre de la « purge » entamée par le pouvoir, permet de licencier les fonctionnaires qui lui déplaisent.

Des lois donnant aux forces de l'ordre ukrainiennes des motifs de répression rigoureuse de la liberté d'expression et de la dissidence, ainsi que de persécution de l'opposition, sont en cours d'élaboration. La triste pratique des sanctions unilatérales illégitimes contre d'autres États, contre des personnes physiques et morales étrangères, existe dans le monde entier. L'Ukraine a surpassé ses gestionnaires occidentaux et a inventé un instrument tel que les sanctions contre ses propres citoyens, entreprises, chaînes de télévision, autres médias et même contre ses propres parlementaires.

Kiev continue également à détruire l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou. Et il ne s'agit pas d'une appréciation subjective ; des décisions et des documents concrets le prouvent. Le gouvernement ukrainien a cyniquement transformé la tragédie de la scission [entre l'Église orthodoxe russe et l'Église orthodoxe ukrainienne] en un instrument de politique d'État. Les dirigeants actuels du pays ne répondent pas aux demandes des citoyens ukrainiens d'abroger les lois qui violent les droits des croyants. De plus, de nouveaux projets de lois contre le clergé et des millions de paroissiens de l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou ont été déposés à la Rada.

Je voudrais ouvrir une parenthèse sur la Crimée. Les habitants de la péninsule ont librement choisi d'appartenir à la Russie. Le gouvernement de Kiev ne peut pas contrecarrer cette volonté claire et sans équivoque du peuple et s'appuie donc sur des actions agressives, sur l'activation de cellules extrémistes, y compris des organisations islamiques radicales, sur l'envoi de groupes subversifs pour mener des attaques terroristes contre des infrastructures stratégiques et pour kidnapper des citoyens russes. Nous avons des preuves directes que ces actions agressives sont menées avec le soutien de services de renseignement étrangers.

En mars 2021, l'Ukraine a adopté une nouvelle stratégie militaire. Le document correspondant est presque exclusivement consacré à la confrontation avec la Russie et vise à entraîner les États étrangers dans un conflit avec notre pays. La stratégie envisage de construire une sorte de souterrain terroriste en Crimée et dans le Donbass. Elle dessine également les contours de la guerre qu'espèrent les stratèges actuels de Kiev et qui, selon eux, devrait se terminer – je cite – « avec l'aide de la communauté internationale dans des conditions favorables à l'Ukraine. » Et aussi, selon les propres termes de Kiev – je cite aussi –, écoutez attentivement, « avec le soutien militaire de la communauté internationale dans

une confrontation géopolitique avec la Fédération de Russie. » Fondamentalement, ce n'est rien d'autre que la préparation d'une action militaire contre notre pays – contre la Russie.

Nous savons également que des déclarations ont été faites selon lesquelles l'Ukraine va développer ses propres armes nucléaires et ce n'est pas de la poudre aux yeux. L'Ukraine dispose de la technologie nucléaire soviétique et des moyens d'utiliser de telles armes, notamment des avions et des missiles Tochka U, également de conception soviétique, d'une portée de plus de 100 kilomètres. Mais ils vont augmenter cette portée, ce n'est qu'une question de temps. Ils ont acquis un savoir-faire dans ce domaine à l'ère soviétique.

Il sera donc beaucoup plus facile pour l'Ukraine de se doter d'armes nucléaires tactiques que pour certains autres États – je ne les nommerai pas maintenant – qui cherchent aussi à s'en doter, surtout s'ils reçoivent un soutien technologique de l'étranger. Et nous ne devons pas non plus exclure cette possibilité.

Si l'Ukraine entre en possession d'armes de destruction massive, la situation dans le monde, en Europe et surtout pour nous, pour la Russie, changera radicalement. Nous ne pouvons que réagir à ce danger réel, surtout au fait que les commanditaires occidentaux pourraient faciliter l'apparition de telles armes en Ukraine pour créer une autre menace contre notre pays. Nous pouvons constater que le régime de Kiev reçoit constamment des armes. À eux seuls, les États-Unis ont dépensé des milliards de dollars à cet effet depuis 2014, lui fournissant notamment des instruments et des équipements de combat, ainsi que des formations spécialisées. Ces derniers mois, l'Occident n'a cessé de livrer des quantités d'armes à l'Ukraine, au vu et au su du monde entier. Les forces armées et les services de renseignement ukrainiens sont dirigés par des conseillers étrangers, nous le savons bien.

Ces dernières années, des contingents militaires des pays de l'OTAN se sont trouvés presque constamment sur le territoire ukrainien sous le prétexte d'exercices. Le système de commandement et de contrôle des troupes ukrainiennes a déjà été intégré aux forces de l'OTAN. Cela signifie que le commandement sur les forces ukrainiennes, y compris sur les unités et sous-unités individuelles, peut être exercé directement depuis les quartiers généraux de l'OTAN.

Les États-Unis et l'OTAN ont commencé à transformer sans vergogne le territoire ukrainien en théâtre d'une guerre potentielle. Il est clair que leurs exercices conjoints réguliers sont anti-russes. Rien que l'année dernière, plus de 23 000 soldats et plus de mille pièces d'équipement militaire y ont été engagés.

Une loi a déjà été adoptée pour permettre aux forces armées d'autres pays de se rendre sur le territoire ukrainien en 2022 afin de participer à des exercices multinationaux. Il est clair qu'il s'agit en premier lieu des forces de l'OTAN. Au moins dix manœuvres conjointes de ce type sont prévues pour cette année.

Il est évident que de telles manœuvres servent de couverture au renforcement rapide de la force militaire de l'OTAN en Ukraine. Ceci est d'autant plus vrai que le réseau d'aérodromes développé avec l'aide des Américains – Boryspil, Ivano-Frankivsk, Chuguev, Odessa et ainsi de suite – peut assurer le transfert d'unités militaires dans les plus brefs délais. L'espace aérien ukrainien est ouvert aux vols des bombardiers stratégiques et des avions de reconnaissance américains ainsi qu'aux drones utilisés pour surveiller le territoire russe.

J'aimerais ajouter que le centre d'opérations maritimes construit par les Américains à Ochakov permet de soutenir les actions des navires de l'OTAN, y compris leur utilisation d'armes de précision contre la flotte russe de la mer Noire et nos infrastructures sur toute la côte de la mer Noire.

À une époque, les États-Unis voulaient construire des installations similaires en Crimée, mais les Criméens et les habitants de Sébastopol ont contrecarré ces plans. Nous nous en souviendrons toujours.

Je le répète, aujourd'hui, un tel centre est en cours de création à Otchakov. Permettez-moi de vous rappeler que, au XVIIIe siècle, les soldats d'Alexandre Souvorov ont combattu pour cette ville. C'est grâce à leur courage qu'elle a été intégrée à la Russie. À la même époque, les terres de la mer Noire, annexées à la Russie à la suite des guerres contre l'Empire ottoman, étaient appelées Novorossiya. Aujourd'hui, ces jalons de l'histoire sont oubliés, tout comme les noms des hommes d'État de l'Empire russe, sans les actions desquels de nombreuses grandes villes ukrainiennes n'existeraient pas et l'Ukraine n'aurait aucun accès à la mer Noire.

Récemment, le monument à Alexander Suvorov à Poltava a été démoli. Que dire à ce sujet ? Vous reniez votre propre passé ? Le soi-disant héritage colonial de l'Empire russe ? Eh bien, soyez cohérents.

J'aimerais en outre souligner que l'article 17 de la Constitution ukrainienne ne permet pas l'établissement de bases militaires étrangères sur le territoire de l'Ukraine. Cependant, il s'est avéré que ce n'est qu'une convention qui peut être facilement contournée.

Les pays de l'OTAN ont envoyé des missions de formation en Ukraine. En fait, il s'agit déjà de bases militaires étrangères. Ils appellent simplement ces bases « missions » et l'affaire est dans le sac.

Kiev a depuis longtemps proclamé sa volonté stratégique d'adhérer à l'OTAN. Oui, bien sûr, chaque pays a le droit de choisir son propre système de sécurité et de conclure des alliances militaires. Et tout irait bien s'il n'y avait pas un « mais ». Les documents internationaux consacrent explicitement le principe de la sécurité égale et indivisible, qui, comme vous le savez, comprend l'obligation de ne pas renforcer sa propre sécurité au détriment de celle des autres États. Je peux faire référence ici à la Charte de Sécurité Européenne de l'OSCE adoptée à Istanbul en 1999 et à la Déclaration de l'OSCE d'Astana en 2010.

En d'autres termes, le choix que fait un pays pour garantir sa sécurité ne doit pas être une menace contre les autres États et l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est une menace directe pour la sécurité de la Russie.

Permettez-moi de vous rappeler que, en avril 2008, lors du sommet de Bucarest de l'Alliance de l'Atlantique Nord, les États-Unis ont fait adopter la décision selon laquelle l'Ukraine et, par la même occasion, la Géorgie deviendraient membres de l'OTAN. De nombreux alliés européens des États-Unis étaient déjà conscients de tous les risques d'une telle perspective, mais ils ont dû se plier à la volonté de leur partenaire principal. Les Américains se sont simplement servis d'eux pour mener une politique clairement anti-russe.

Un certain nombre d'États membres de l'Alliance sont déjà très sceptiques quant à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Dans le même temps, certaines capitales européennes nous disent : « De quoi vous inquiétez-vous ? Cela n'est pas littéralement pour demain ». En fait, nos partenaires américains en parlent aussi. « Eh bien », disons-nous, « pas demain, mais après-demain. Qu'est-ce que cela change du point de vue historique ? En gros, rien. »

Qui plus est, nous sommes conscients de la position et des paroles des dirigeants des États-Unis selon lesquelles les hostilités actuelles dans l'est de l'Ukraine n'excluent pas la possibilité pour ce pays de rejoindre l'OTAN s'il peut répondre aux critères de l'Alliance de l'Atlantique Nord et vaincre la corruption.

Pourtant, ils continuent à essayer de nous convaincre que l'OTAN est une alliance pacifique et purement défensive. Ils affirment qu'il n'y a pas la moindre menace contre la Russie. Une fois encore, ils nous suggèrent de les croire sur parole. Mais nous connaissons la valeur réelle de ces mots. Lorsque la question de la réunification allemande a été examinée en 1990, les dirigeants soviétiques ont reçu l'assurance des États-Unis que la juridiction et la présence militaire de l'OTAN ne seraient pas étendues d'un centimètre à l'est. Et que la réunification allemande ne conduirait pas à une expansion vers l'est de l'organisation militaire de l'OTAN. Je les cite verbatim.

Ils ont parlé, donné des assurances verbales et tout cela s'est avéré être du vent. Plus tard, on nous a assuré que l'adhésion à l'OTAN des pays d'Europe centrale et orientale ne ferait qu'améliorer les relations avec Moscou, atténuer la crainte de ces pays de leur héritage historique difficile et, de plus, créer une ceinture de pays favorables à la Russie.

C'est exactement le contraire qui s'est produit. Les gouvernements de certains pays d'Europe de l'Est, propageant leur russophobie, ont introduit dans l'alliance leurs complexes et leurs stéréotypes sur la menace russe et ont insisté sur la mise en place de capacités de défense collective à utiliser principalement contre la Russie. Cela s'est produit dans les années 1990 et au début des années 2000, lorsque les relations entre la Russie et l'Occident étaient très bonnes grâce à l'ouverture d'esprit et à notre bonne volonté.

La Russie a rempli toutes ses obligations, y compris le retrait des troupes d'Allemagne et des États d'Europe centrale et orientale, contribuant ainsi grandement à surmonter l'héritage de la guerre froide. Nous avons toujours offert diverses possibilités de coopération, notamment dans le cadre du Conseil OTAN-Russie et de l'OSCE.

Je vais dire maintenant quelque chose que je n'ai jamais dit publiquement auparavant, je vais le dire pour la première fois. En 2000, lorsque le président américain en exercice Bill Clinton s'est rendu à Moscou, je lui ai demandé : « Que penserait l'Amérique de l'admission de la Russie dans l'OTAN ? »

Je ne vais pas divulguer tous les détails de cette conversation, mais la réponse à ma question a été à première vue, disons, très prudente et la façon dont les Américains ont effectivement réagi à cette possibilité transparaît dans leurs mesures concrètes à l'égard de notre pays. Il s'agit notamment d'un soutien ouvert aux terroristes du Caucase du Nord, d'une attitude méprisante à l'égard de nos demandes et de nos préoccupations en matière de sécurité relativement à l'expansion de l'OTAN, du retrait du traité ABM sur l'interdiction de la défense antimissile, etc. On se demande alors : pourquoi ?

Quel est le but de tout cela ? D'accord, vous ne voulez pas nous considérer comme un ami et un allié, mais pourquoi devez-vous faire de nous un ennemi ?

Il n'y a qu'une seule réponse : ce n'est pas à cause de notre régime politique ou de quoi que ce soit d'autre, ils ne veulent tout simplement pas d'un pays indépendant aussi grand que la Russie. C'est la réponse à toutes les questions. C'est le fondement de la politique américaine traditionnelle envers la Russie. D'où l'attitude à l'égard de toutes nos propositions en matière de sécurité.

Aujourd'hui, il suffit de regarder la carte pour voir que les pays occidentaux ont « tenu » leur promesse de ne pas étendre l'OTAN à l'Est. Ils nous ont tout simplement trompés. Nous avons assisté à cinq vagues d'expansion de l'OTAN, l'une après l'autre. En 1999, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie ont été admises dans l'Alliance. En 2004, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie. En 2009, l'Albanie et la Croatie. En 2017, le Monténégro et, en 2020, la Macédoine du Nord.

En conséquence, l'Alliance s'est retrouvée avec son infrastructure militaire tout près des frontières de la Russie. Cette situation a été l'une des principales causes de la crise de la sécurité européenne et a eu un impact très négatif sur l'ensemble du système des relations internationales, entraînant une perte de la confiance mutuelle.

La situation continue de se détériorer, y compris dans la sphère stratégique. Par exemple, des systèmes de défense antimissile sont en cours d'installation en Roumanie et en Pologne dans le cadre du projet américain de défense antimissile globale. On sait que les rampes de lancement qui y sont placées peuvent être utilisées pour tirer des missiles de croisière Tomahawk. Il s'agit donc de systèmes offensifs.

Les États-Unis développent en outre le missile universel Standard 6, qui non seulement résout les problèmes de défense aérienne et antimissile, mais peut également frapper des cibles maritimes et terrestres. En d'autres termes, le système de défense antimissile américain, censé être défensif, s'élargit et de nouvelles capacités offensives apparaissent.

Les informations dont nous disposons nous donnent toutes les raisons de croire que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et le stationnement des actifs de l'OTAN dans ce pays sont inéluctables : ce n'est qu'une question de temps. Il est clair pour nous que, dans un tel scénario, la menace militaire contre la

Russie va s'accroître de façon considérable. Et je souligne en particulier que le risque d'une attaque surprise contre notre pays sera multiplié.

Je tiens à préciser que les documents de planification stratégique américains – ce sont des documents officiels ! – prévoient la possibilité d'une frappe dite préventive contre les systèmes de missiles ennemis. Et nous savons aussi qui est le principal adversaire des États-Unis et de l'OTAN. C'est la Russie. Les documents de l'OTAN déclarent officiellement que notre pays est la principale menace directe contre la sécurité euro-atlantique. Et l'Ukraine servira de tremplin pour une telle attaque. Si nos ancêtres entendaient cela, ils ne le croiraient probablement pas. Et nous ne voulons pas le croire aujourd'hui, mais c'est vrai. Je veux que cela soit compris à la fois en Russie et en Ukraine.

De nombreux aérodromes ukrainiens sont proches de nos frontières. Les avions tactiques de l'OTAN stationnés en Ukraine, y compris des vecteurs d'armes de haute précision, seront en mesure de frapper notre territoire jusqu'à la ligne Volgograd-Kazan-Samara-Astrakhan. Le déploiement d'équipements de reconnaissance radar sur le territoire ukrainien permettra à l'OTAN de contrôler strictement l'espace aérien russe jusqu'à l'Oural.

Après que les États-Unis ont rompu le traité sur les missiles à courte et moyenne portée, le Pentagone a développé ouvertement une gamme d'armes offensives sol-air, notamment des missiles balistiques capables d'atteindre des cibles situées jusqu'à 5 500 kilomètres. S'ils sont déployés en Ukraine, ces systèmes pourraient frapper des cibles sur l'ensemble du territoire européen de la Russie ainsi qu'au-delà de l'Oural. Les missiles de croisière Tomahawk mettraient moins de 35 minutes pour atteindre Moscou, les missiles balistiques de la région de Kharkov 7 à 8 minutes et les missiles hypersoniques 4 à 5 minutes. C'est ce qu'on appelle avoir le couteau sous la gorge. Et je n'ai aucun doute sur le fait qu'ils mettront en œuvre ces plans comme ils l'ont fait à plusieurs reprises ces dernières années, en étendant l'OTAN vers l'est et en déplaçant des infrastructures et des équipements militaires vers les frontières de la Russie, en ignorant complètement nos préoccupations, nos protestations et nos avertissements. Du genre, excusez-nous, mais nous n'en avons rien à faire d'eux et nous ferons ce que nous voulons, ce que nous pensons être juste.

Et, bien sûr, on attend aussi de nous que nous continuions à nous comporter selon le dicton bien connu : « Le chien aboie, mais la caravane passe. » Je dis tout de suite que nous ne l'avons jamais pas accepté et que nous ne l'accepterons jamais. Dans le même temps, la Russie a toujours été et est toujours favorable à la résolution des problèmes les plus complexes par des moyens politiques et diplomatiques à la table des négociations.

Nous sommes conscients de notre grande responsabilité en matière de stabilité régionale et mondiale. Dès 2008, la Russie a présenté une initiative visant à conclure un traité de sécurité européenne. Le message clé était qu'aucun État ou organisation internationale de la zone euro-atlantique ne peut renforcer sa sécurité au détriment de celle des autres. Cependant, notre proposition a été rejetée d'emblée : La Russie ne pouvait pas être autorisée à restreindre les activités de l'OTAN.

Qui plus est, il nous a été dit explicitement que seuls les membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord pouvaient avoir des garanties de sécurité juridiquement contraignantes.

En décembre dernier, nous avons envoyé à nos partenaires occidentaux un projet de traité entre la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique sur les garanties de sécurité et un projet d'accord sur les mesures visant à assurer la sécurité de la Fédération de Russie et des États membres de l'OTAN.

La réponse des États-Unis et de l'OTAN était constituée de nombreuses généralités. Si certains points étaient raisonnables, ils portaient sur des questions secondaires et ressemblaient à une tentative de détourner la discussion.

Nous avons répondu en conséquence, en soulignant que nous sommes prêts à emprunter la voie des négociations, mais à condition que toutes les questions soient considérées comme un ensemble, comme un tout, sans les séparer des propositions fondamentales russes. Et celles-ci contiennent trois points importants. Le premier est la prévention d'un nouvel élargissement de l'OTAN. Le deuxième est le refus de permettre à l'alliance de déployer des systèmes d'armes offensives aux frontières de la Russie. Et enfin le retour des capacités et des infrastructures militaires de l'alliance en Europe au niveau où elles étaient en 1997, lorsque l'Acte fondateur OTAN-Russie a été signé.

Ce sont précisément nos propositions de principe qui ont été ignorées. Nos partenaires occidentaux, je le répète, ont une fois de plus dit, selon la formule ressassée, que chaque État a le droit de décider librement de la manière d'assurer sa sécurité et d'adhérer à toute alliance militaire. En d'autres termes, rien n'a changé dans leur position et ils continuent de se référer à la tristement célèbre « politique de la porte ouverte » de l'OTAN. De plus, ils tentent de nous faire chanter à nouveau en nous menaçant de sanctions, qu'ils imposeront de toute façon, soit dit en passant, à mesure que la souveraineté de la Russie et la puissance de nos forces armées augmenteront. Et il leur est toujours facile de trouver ou simplement d'inventer un prétexte pour annoncer une nouvelle salve de sanctions, quelle que soit la situation en Ukraine. L'objectif est le même : empêcher la Russie de se développer. Et ils le feront

comme ils l'ont fait auparavant, même sans aucun prétexte formel, parce que nous ne compromettrons jamais notre souveraineté, nos intérêts nationaux et nos valeurs.

Je tiens à dire clairement que, dans la situation actuelle, alors que nos propositions en faveur d'un dialogue égalitaire sur les questions fondamentales sont restées pratiquement sans réponse de la part des États-Unis et de l'OTAN, alors que l'ampleur des menaces qui pèsent sur notre pays augmente considérablement, la Russie a tout à fait le droit de prendre des contre-mesures pour assurer sa propre sécurité. C'est exactement ce que nous allons faire.

Quant à la situation dans le Donbass, nous constatons que les dirigeants de Kiev ne cessent de déclarer publiquement qu'ils ne sont pas prêts à mettre en œuvre le tas de mesures adoptées à Minsk pour régler le conflit et qu'ils ne sont pas intéressés par une solution pacifique. Au contraire, ils tentent à nouveau d'organiser une guerre éclair dans le Donbass, comme ils l'ont fait en 2014 et 2015. Nous nous souvenons encore de la manière dont ces aventures se sont terminées à l'époque.

Désormais, il ne se passe pratiquement pas un jour sans que des villes et des villages du Donbass soient bombardés. Des troupes importantes utilisent constamment des drones d'attaque, des équipements lourds, des roquettes, de l'artillerie et des lance-roquettes multiples. Le meurtre de civils, le blocus, les mauvais traitements infligés aux personnes, y compris les enfants, les femmes et les personnes âgées, se poursuivent sans relâche. On n'en voit pas la fin.

Et le monde dit civilisé, dont nos collègues occidentaux se sont désignés les seuls représentants, préfère ne pas en prendre acte, comme si toute cette horreur, ce génocide, dont sont victimes près de 4 millions de personnes, n'existait pas et uniquement parce que ces personnes n'étaient pas d'accord avec le coup d'État soutenu par l'Occident en Ukraine en 2014 et résistaient à l'évolution croissante de l'État vers un nationalisme et un néonazisme arrogants et agressifs. Et ils se battent pour leurs droits les plus fondamentaux : vivre dans leur propre pays, parler leur propre langue, préserver leur culture et leurs traditions.

Combien de temps cette tragédie peut-elle durer ? Combien de temps encore pourrons-nous l'endurer ? La Russie a tout fait pour préserver l'intégrité territoriale de l'Ukraine et s'est battue durement et patiemment toutes ces années pour la mise en œuvre de la résolution 2202 du Conseil de sécurité de l'ONU du 17 février 2015, qui consacre l'accord de Minsk du 12 février 2015 pour résoudre la situation dans le Donbass.

En vain. Les présidents et les députés de la Rada changent, mais l'essence et le caractère agressif et nationaliste du régime qui a pris le pouvoir à Kiev ne changent pas. Il s'agit exclusivement d'un produit du coup d'État de 2014 et ceux qui ont pris le chemin de la violence, du bain de sang et de l'anarchie n'ont reconnu et ne reconnâitrons aucune solution autre que militaire à la question du Donbass.

Dans ce contexte, je crois qu'il est nécessaire de prendre une décision qui aurait dû être prise depuis longtemps : reconnaître sans délai l'indépendance et la souveraineté de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk.

Je demande à l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie de soutenir cette décision, puis de ratifier les traités d'amitié et d'assistance mutuelle avec les deux républiques. Ces deux documents seront rédigés et signés dans un avenir proche.

Et de ceux qui ont pris et détiennent le pouvoir à Kiev nous exigeons la cessation immédiate des hostilités. Sinon, la responsabilité de la poursuite éventuelle de l'effusion de sang reposera uniquement sur la conscience du régime qui gouverne le territoire de l'Ukraine.

En annonçant les décisions prises aujourd'hui, j'ai confiance dans le soutien des citoyens de la Russie et de toutes les forces patriotiques du pays.

Je vous remercie de votre attention.

Vladimir Poutine, 21 février 2022

Traduit de l'américain par B. K.

Sources: <https://www.veteranstoday.com/2022/02/22/vladimir-putin-full-text-of-february-21-2022-speech/> ; <https://www.youtube.com/watch?v=qFuOxda8LYs>

Les opérations en cours de la Russie contre son voisin occidental, l'Ukraine, sont une réponse aux nombreuses provocations des pays de l'OTAN et de Kiev lui-même. Moscou a été contraint de passer à la confrontation active avec l'Occident en réponse aux nombreuses opérations menées sur le territoire russe, y compris dans le cyberspace.

La responsabilité du déclenchement des hostilités entre la Russie et l'Ukraine, qui n'ont pas encore commencé, est attribuée aux « ambitions impériales » du Kremlin. Cependant, la guerre a commencé il y a des années et elle a été lancée par Kiev.

Alors que l'Occident tremble sous la menace d'attaques de hackers russes « tout-puissants » et que l'Ukraine aurait subi plus d'une attaque très médiatisée de hackers au cours du seul mois dernier, les forces d'opérations spéciales ukrainiennes et occidentales mènent activement de nombreuses attaques informationnelles sur le territoire russe.

Pour mener la guerre de l'information contre la Russie, l'Ukraine a créé en 2016 des structures militaires spécialisées, les centres d'information et d'opérations psychologiques (CIPSO) des forces armées ukrainiennes (UAF).

Les activités de ces centres sont gérées par le département IPSO du commandement des forces d'opérations spéciales de l'UAF. Les IPSO comprennent des détachements et des forces opérationnelles combinées des forces d'opérations spéciales, dont le personnel est soumis à une rotation.

Le travail des IPSO locaux est mené sous la supervision directe de mentors militaires britanniques, notamment la 77e brigade des forces d'opérations spéciales, qui est spécialisée dans la guerre électronique et psychologique. L'état-major ukrainien suit les cours de l'OTAN sur les opérations de guerre psychologique (PSYOPS).

Au moins quatre centres d'information et d'opérations psychologiques ont été implantés sur le territoire de l'Ukraine :

Le 74 CIPSO, basé à l'unité militaire A1277 à Lviv ;

Le 16 CIPSO, basé à l'unité militaire A1182 à Guiwa ;

Le 72 CIPSO, basé à l'unité militaire A4398 à Brovary

Le 83 CIPSO, basé à l'unité militaire A2455 à Odessa.

Au départ, la guerre de l'information a été confiée en grande partie au SBU, à la Direction principale du renseignement du ministère de la Défense de l'Ukraine et au ministère de la Politique de l'information. Le service de renseignement extérieur et l'administration des services frontaliers ont également participé. Leurs activités étaient coordonnées par le Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine (NSDC).

Plus tard, les forces d'opérations spéciales ont également été chargées de diriger des IPSO et c'est à cette fin que les centres d'information et d'opérations psychologiques ont été créés.

Outre les forces d'opérations spéciales, les agences suivantes des forces de sécurité ukrainiennes disposent de centres similaires :

le quartier général du Commandement des forces combinées ;

le service de presse des brigades de l'UAF, en liaison avec le Commandement des forces combinées ;

le service de sécurité ukrainien.

L'objectif principal des CIPSO est de mener des opérations de combat sur le champ de bataille de l'information, y compris la reconnaissance de l'information, les opérations d'information, les actes terroristes et le sabotage dans les médias, afin d'exercer l'influence la plus destructrice possible sur l'ennemi.

Outre les médias officiels ukrainiens, des milliers de sites Web, de groupes, de blogs, de chaînes et de faux comptes dans les réseaux sociaux opèrent sous le contrôle des forces des CIPSO ukrainiennes. Les CIPSO ukrainiennes interagissent avec les médias d'opposition en Russie. Avec le soutien de services spéciaux étrangers, ils utilisent les médias occidentaux pour promouvoir leur programme.

L'activité des CIPSO est bien structurée, réglementée par des ordres et leurs responsables doivent répondre de leurs actes.

Les CIPSO comprennent plusieurs divisions : analytique, soutien à l'information, ingénierie sociale, surveillance, développement et protection des ressources d'information, activité dans les réseaux sociaux, production graphique, production vidéo et radio.

Les activités de ces centres sont connues depuis assez longtemps et de nombreuses opérations en RPL [République Populaire de Lougansk] et en Crimée ont été découvertes ces dernières années. Leurs activités ne se limitent pas au territoire de l'Ukraine, de la RPD [République Populaire de Donetsk] et de la RPL ; ils mènent désormais des « opérations de combat » sur le territoire même de la Russie.

Récemment, de nouveaux documents ont été divulgués qui confirment que les services de sécurité ukrainiens se sont immiscés à plusieurs reprises dans les affaires intérieures de la Russie, ont organisé des manifestations [en Russie], [y] ont diffusé de fausses informations et ont sapé la confiance du public dans les autorités russes, ainsi que dans la RPD et la RPL.

I. Il existe un rapport sur les activités du groupe tactique des forces d'opérations spéciales de l'IPSO. Il couvre la période du 20 juillet 2020 au 20 novembre 2020, au cours de laquelle trois opérations psychologiques ont été menées simultanément : « Masquerade », « Dwarf », « Theophan ».

L'opération psychologique « Masquerade » visait principalement à « semer la panique parmi la population pacifique, à répandre des rumeurs et à exposer des problèmes sociaux et domestiques ».

L'opération « Dwarf » visait à « discréditer les représentants des autorités locales de la RPL en focalisant l'attention du public sur les problèmes des mineurs et d'autres problèmes sociaux et domestiques du public ciblé et de leurs familles.

L'opération psychologique « Theophan » visait à démoraliser les forces spéciales locales et à discréditer leurs dirigeants.

Les informations ont été injectées dans les médias sociaux par le biais d'un réseau de ressources et de comptes soi-disant donbassien.

Au cours de cette période, 646 documents à impact psychologique (10 articles informatifs, 26 documents graphiques, 3 articles analytiques, 580 avis informatifs) ont été publiés dans le cadre de ces trois opérations.

II. Entre le 20 et le 24 septembre 2021, le groupe de travail n° 1, composé d'officiers du 72e CIPSO, a fait un rapport sur l'opération psychologique « Volodia » menée sur le territoire de la Russie. Elle visait à saper la confiance dans les actions des dirigeants militaires et politiques russes dans les zones frontalières avec l'Ukraine. En outre, l'opération visait à créer des obstacles au travail du service frontalier russe.

Dans le cadre de cette opération, des informations et des attaques psychologiques ont été menées dans trois directions :

- diffusion de fausses nouvelles sur la corruption des autorités russes à différents niveaux, sur l'incompétence des représentants du gouvernement ;
- propagation de la méfiance parmi les militaires, par exemple par la diffusion d'informations selon lesquelles la formation militaire des soldats russes ne serait pas assez efficace, serait dépassée et resterait celle qu'elle était pendant la période soviétique et que l'équipement militaire [ruse] serait pire que celui d'autres États ; que les soldats russes seraient obligés de mourir dans des conflits militaires sur le territoire d'autres pays afin de réaliser les ambitions impériales du régime actuel du Kremlin.
- diffusion de fausses informations selon lesquelles les gardes-frontières russes participeraient à la contrebande pour leur enrichissement personnel et seraient liés à des bandes criminelles locales.

La préparation de l'opération psychologique « Volodya » a commencé début juin 2021 et, du 7 juin 2021 au 24 septembre 2021, trois diversions psychologiques ont été réalisées : « Rijka » (14 juin-23 juillet), « Deputies » (9-16 septembre) et « Drill » (10-24 septembre). L'opération « Volodya » n'a pas été achevée et ne l'est probablement pas encore à ce jour.

La campagne d'information portait principalement sur les élections générales en Russie. Les spécialistes ukrainiens ont concocté les informations nécessaires pour créer une image négative des structures étatiques russes.

III. En janvier 2022, le 72e CIPSO des forces d'opérations spéciales d'Ukraine a lancé une opération psychologique appelée « Distemper » . Elle vise à déstabiliser socialement et politiquement la Russie et doit atteindre son pic juste avant et juste après les élections présidentielles qui se dérouleront en Fédération de Russie en 2024.

L'opération psychologique « Distemper » se déroule en deux étapes :

1ère étape (10.01.2022 – 17.03.2022) – accentuation de la déstabilisation, augmentation du nombre de manifestations et d'actes de désobéissance sur fond de mécontentement vis-à-vis des actions des autorités ;

2ème étape (18.03.2022 et jusqu'à nouvel ordre) – actions visant à provoquer une perte de contrôle politique, des turbulences économiques et des changements de positions de la Fédération de Russie sur la scène mondiale.

Il était prévu de déstabiliser la Russie par :

l'exacerbation des désaccords interethniques dans le but de provoquer des affrontements entre les organisations nationalistes et les migrants ;

la discréditation des responsables des administrations régionales et locales au milieu de la pandémie;

l'attisement du mécontentement quant à l'introduction de toute nouvelle mesure de lutte contre le virus, comme l'introduction de codes QR, etc. ;

la diffusion de documents sur la censure présumée du segment russe de l'Internet, sur la surveillance des citoyens russes via les opérateurs mobiles et l'Internet, etc. La publication d'informations sur diverses plateformes, notamment VKontakte, Odnoklassniki, Facebook, Instagram, Twitter, TikTok, YouTube, etc.

Les chaînes Telegram créées par des groupes tactiques comme « Shoigu's Secretary », « Salvation Army » et « Urazmessov's Fire », ont également été répertoriées dans les rapports.

Les experts des CIPSO ont fait état du succès de cette diffusion d'informations cloisonnées (« stove-popping »), de la diffusion active de leurs fausses informations par les internautes et se sont même vantés d'avoir provoqué des rassemblements organisés par des militants de l'opposition russe.

IV. Une autre opération menée par le 72e CIPSO en Russie sous le nom de code « Fakel » visait à discréditer les troupes de la Garde nationale de la Fédération de Russie.

Des informations sur les sujets suivants ont été diffusées :

- Les membres des troupes de la Garde nationale de la Fédération de Russie commettent systématiquement des crimes et des délits ;
- les troupes de la Garde nationale reçoivent des armes et des équipements militaires de pointe pour réprimer les protestations populaires et servir les intérêts politiques des dirigeants russes ;
- La corruption et les pots-de-vin, l'alcoolisme et la toxicomanie prospèrent parmi les dirigeants de la Garde nationale russe, etc.

Et ce n'est qu'une petite partie des opérations d'information et de guerre psychologique ukrainiennes qui ont été rendues publiques.

De plus, les CIPSO ukrainiens ont créé des groupes de jeunes néo-nazis pour saper le gouvernement de la RPL et de la RPD. Ainsi, l'objectif de l'opération Rave, lancée en janvier 2022, était la création dans ces républiques d'un mouvement de jeunesse, dans le but de renverser leur gouvernement. L'opération Rave ciblait les jeunes de la RPL, qui, en raison de leur immaturité et de leur impressionnabilité générale, pouvaient être facilement influencés par les services spéciaux ukrainiens.

Selon les documents qui ont été divulgués, la création d'une cellule régionale au sein des deux républiques aurait dû conduire à leur union ultérieure avec des mouvements similaires dans d'autres pays, comme ceux de la péninsule des Balkans ou de la région de la Transcaucasie.

Les symboles utilisés par ces mouvements néo-nationalistes sont remarquables. Le poing gauche levé est devenu une marque des « révolutions de couleur » et est connu sous le nom de « poing de Soros ». Il a été utilisé en Syrie, en Serbie, en Yougoslavie, en Ukraine, en Géorgie, au Venezuela, en Égypte, etc.

La préparation et la conduite d'opérations informationnelles et psychologiques par les forces spéciales ukrainiennes suivent clairement les principes élaborés par les analystes militaires occidentaux il y a plusieurs décennies, qui sont activement utilisés par les pays de l'OTAN contre d'autres États.

Ces dernières années, alors que le régime de Kiev passait totalement sous contrôle extérieur, l'introduction du concept d'« opérations fondées sur les effets » (« effects-based operations ») a été clairement visible.

Fondé sur les idées des classiques de la pensée stratégique tels que Sun Tzu, Clausewitz et d'autres, l'EBO est un concept selon lequel la planification et l'exécution des opérations militaires doivent viser à influencer la pensée et le comportement de l'ennemi plutôt que de se contenter de vaincre ses forces armées. Selon ce concept, la campagne militaire et la défaite physique de l'ennemi ne deviennent qu'un des outils possibles pour atteindre l'objectif de toute guerre – forcer l'ennemi à suivre une certaine ligne de conduite dans le cadre de la politique mise en œuvre par le premier camp.

Selon le paragraphe 5 du document secret « Décision du Comité conjoint sur l'activité de renseignement sous la présidence de l'Ukraine », daté du 21 avril 2015, qui a été divulgué il y a quelques années :

« Le Service de sécurité de l'Ukraine, en collaboration avec les agences de renseignement de l'Ukraine par le biais de structures partenaires étrangères, doit organiser la formation de groupes opérationnels et de combat (renseignement et sabotage) sur l'infrastructure existante en Ukraine avec la participation de spécialistes étrangers. »

Suite à cette décision, de nombreux spécialistes des États-Unis, de Grande-Bretagne, de Pologne et des pays baltes ont été envoyés en Ukraine. En outre, deux groupes de combat de spécialistes des

opérations d'information de la 77e brigade des forces armées britanniques ont opéré avec les forces spéciales ukrainiennes.

C'est en 2015 que les événements militaires sur la ligne de front dans l'est de l'Ukraine ont montré que Kiev ne serait pas en mesure de reprendre le contrôle des territoires des républiques par la force. N'ayant pas réussi à vaincre les forces de la RPD et de la RPL, Kiev, selon les instructions de conseillers étrangers, est passé à la guerre hybride. C'est au cours de cette période que les opérations informationnelles et psychologiques dans le Donbass et en Crimée ont commencé à être activement menées.

Aujourd'hui, les CIPSO ukrainiens mènent des actions hors des frontières du pays et attaquent le territoire russe. Compte tenu de l'expérience des spécialistes ukrainiens dans l'Est du pays, l'Ukraine est devenue un nouveau centre de confrontation informationnelle pour les forces de l'OTAN.

Après les récentes attaques sous faux drapeau contre les sites web du gouvernement ukrainien, attaques dont l'Occident a unanimement accusé les hackers russes, les États-Unis et leurs partenaires de l'OTAN ont annoncé que davantage de spécialistes de la cybersécurité seraient envoyés en Ukraine. Dans le même temps, il a été précisé que la menace russe est si importante qu'il ne faut pas s'attendre à des résultats rapides. Ainsi, les experts des pays de l'OTAN devront rester en Ukraine pendant un certain temps.

Cela démontre que l'OTAN déplace activement ses « cyber-groupes » dans le centre de contre-opération informationnelle qui viennent d'être formés contre la Russie.

La guerre n'a pas encore commencé, mais les combats sont déjà engagés.

Source: <https://southfront.org/ukraines-hybrid-war-against-russia-revealed/> (nous soulignons)